

Le gouvernement n'a toujours pas convoqué une session extraordinaire du Parlement en vue de l'adoption de la Loi de Finances Rectificative, raison pour laquelle les journaux d'opinion s'intéressent aux raisons d'une telle réticence. Les suspicions confortent la thèse d'une majorité parlementaire qui n'est pas encore acquise en faveur du Président de la République. Bien qu'une liste de 90 parlementaires ayant signé le Mémorandum de stabilité ait été présentée, hier, le doute persiste quant à la véracité des chiffres avancés.

Processus électoral

COMMUNALES A TANA : RESULTATS DEFINITIFS LE 12 SEPTEMBRE

Les résultats définitifs des élections communales à Antananarivo seront connus le 12 septembre prochain, soit un mois après la proclamation des résultats provisoires. Ce retard est notamment dû au nombre élevé de requêtes déposées auprès des tribunaux administratifs. (Midi Madagasikara p. 11)

- La CENIT, qui sera bientôt dissoute, reste disponible au cas où des élections partielles devaient avoir lieu. Ces élections partielles rentrant dans le cadre des communales, elles sont donc à sa charge, comme le stipule la Feuille de Route. (Les Nouvelles, p. 2)
- L'Etat a appuyé matériellement les six tribunaux administratifs du pays, à travers la fourniture d'équipements informatiques en vue d'accélérer le traitement des résultats. Les responsables auprès de ces juridictions ont annoncé qu'ils proclameront ces résultats dans le respect des délais et des lois en vigueur. Telles ont été les déclarations de la ministre de la Justice, Noëline Ramanantenasoa dans une interview exclusive accordée aux journalistes de Madagascar-Laza, (p. 3)

COMMUNALES A ANTSIRANANA : PREMIERE AUDIENCE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Le Tribunal administratif d'Antsiranana a publié, hier, la liste des partis politiques ou associations ayant pris part aux dernières élections communales et qui font l'objet de requêtes. Ces derniers devront passer à l'audience ce jour, dont le groupement MAPAR. Pourtant, les responsables de ce parti politique n'ont pas été notifiés de cette audience, ni même informés du chef d'accusation, alors qu'ils sont appelés à présenter un mémoire en défense. La partie demanderesse, en l'occurrence l'association Viavy Vôgnono, réclame l'annulation des élections organisées à Antsiranana. Une seconde audience prévue dans les jours à venir tranchera, quant à elle, sur la requête déposée par le parti HVM, toujours à Antsiranana. (La Vérité, p. 2)

Economie et société

DETTE PUBLIQUE : CHAQUE MALGACHE A UNE DETTE DE 362 831 ARIARY

Le Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes a évalué à 8 418,4 milliards d'Ariary le montant de la dette publique de l'Etat malgache en décembre 2014. Le taux d'endettement de la Grande

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Île est de 27,2 % du PIB. Les dettes contractées auprès des pays et organismes étrangers représentent 74% de la dette totale. Le plus gros créancier de Madagascar est la Banque Mondiale, à travers l'aide budgétaire, suivie de la Banque Africaine de Développement. Le remboursement de la dette actuelle est prévu s'étaler jusqu'en 2055, selon le CCOC. Pour 2015, conformément à la Loi de Finances initiale, l'Etat prévoit de collecter 2 530,5 milliards d'Ar de financement intérieur et aura à rembourser 2 077 milliards d'Ariary. (Madagascar-Laza, p. 6)

DES PROBLEMES D'ENREGISTREMENT D'HYPOTHEQUES POUR AMBATOVOY

La procédure d'enregistrement des hypothèques de la compagnie minière Ambatovy bute en face de la lourdeur administrative. Certains services ou responsables procèdent carrément à des manœuvres dilatoires pour retarder ce processus d'enregistrement. Par conséquent, les relations de la compagnie avec ses banques pourraient être menacées, sans parler du prix du nickel sur le marché international qui dégringole. (Midi Madagasikara p. 2 ; La Gazette de la Grande Île, p. 5)

- Une bombe artisanale a été découverte dans les bureaux du service des ressources humaines d'Ambatovy à Toamasina, samedi dernier. La panique a gagné les employés qui ont dû être évacués d'urgence. La tension monte au sein de cette société minière depuis cette décision de mettre au chômage technique 500 employés. Par ailleurs, une note a été publiée pour protéger ses salariés de l'épidémie de la peste qui se répand à Moramanga. (Midi Madagasikara p. 16, Madagascar-Laza, p. 14)
- Le prix du nickel s'est davantage effondré ces derniers jours en raison des préoccupations accrues sur la faible demande chinoise, qui constitue pourtant le premier consommateur mondial. Pour Madagascar, la chute généralisée des prix des matières premières entraînera une baisse de recettes des compagnies minières et par extension, d'une réduction des rentrées de devises étrangères et la dévaluation de la monnaie nationale. (Madagascar-Laza, p. 2)
- Le Collectif pour la Défense des Terres malgaches soulève que l'Etat et les investisseurs promettent aux populations locales que l'implantation des compagnies minières apportera le développement. Or, les cas des sociétés opérant déjà dans la Grande Île prouvent qu'elles n'hésitent pas à sacrifier les emplois dès que leurs intérêts exorbitants sont en jeu. (L'Observateur, p. 5)

ADMINISTRATEURS CIVILS : TIRS A BOULETS ROUGES CONTRE LE SYNAD

Le Syndicat des administrateurs civils ou SYNAD a été fortement critiqué par ses membres, lors de l'assise nationale de ce corps, hier. Cette situation a abouti à la décision d'inscrire parmi les résolutions de la réunion, une demande de suspension des activités du syndicat. A l'issue des débats, aucune version validée des résolutions n'a été retenue. En effet, le bureau du SYNAD était le grand absent de ces assises ; son président Thierry Rakotonarivo étant resté injoignable. Considéré par ses pairs comme ayant une tendance politique, le bureau doit se conformer désormais à la résolution, non validée, stipulant que « le SYNAD ne pourra plus parler au nom des administrateurs civils ». Mises à part les considérations politiques, le syndicat est également pointé du doigt à cause des nominations sur titre, lesquelles consistent à intégrer dans le corps des administrateurs civils, des individus ayant suivi un cursus en administration publique d'au moins six mois dans des grandes écoles ou des institutions académiques à l'étranger. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara p. 13 ; Les Nouvelles, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 2 ; La Vérité, p. 3 ; L'Observateur, p. 4)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



MORAMANGA : HUIT MORTS SUR DOUZE CAS SUSPECTS DE PESTE

Le bilan s'alourdit à Moramanga où la suspicion de peste pulmonaire sème la panique. Une délégation massive, composée notamment des responsables du ministère de la Santé, est sur place depuis hier. L'OMS a fait part de la fourniture de 21.000 flacons de Streptomycine pour maîtriser l'épidémie. Cette suspicion de peste, faisant maintenant huit décès dans la ville selon les chiffres officiels, fragilise la haute saison touristique à Madagascar. Les opérateurs touristiques interpellent ainsi les autorités étatiques sur cette situation, d'autant plus que les difficultés engendrées par les annulations de vol au sein de la compagnie aérienne Air Madagascar persistent, notamment durant le festival des Baleines. (L'Express de Madagascar, p. 7-8 ; Midi Madagasikara p. 16)

- *Vu le peu de kilomètres qui séparent Moramanga de la capitale, les menaces d'épidémie ne sont pas écartées ; surtout que la peste pulmonaire se transmet d'un sujet malade à un autre par l'air. (Midi Madagasikara p. 5)*
- *La saison touristique semble plus ou moins compromise, admet le ministre du Tourisme, Ulrich Andriatiana. Néanmoins, l'optimisme est de mise si tout le monde travaille pour que la destination Madagascar retrouve sa notoriété. (Midi Madagasikara p. 3)*

FILIERE SOCIOLOGIE : LES ENSEIGNANTS REPRENENT LES COURS

Tous les enseignants de la filière Sociologie de l'Université d'Antananarivo ont repris les cours, hier. Le Chef de département a affirmé sa volonté de préserver les étudiants des revendications faites par les enseignants. Ainsi, les programmes pédagogiques seront achevés à la fin du mois d'octobre, tandis que les examens débiteront en novembre. Notons que les enseignants de cette filière n'ont pas suivi la grève du syndicat des enseignants-chercheurs. (L'Express de Madagascar, p. 10 ; Midi Madagasikara, p. 4 ; Les Nouvelles, p. 5)

ANKAZOABO SUD : HUIT MILITAIRES TUES

Les affrontements entre les voleurs de bovidés et les militaires envoyés en mission à Ankazoabo Sud, dans le cadre de l'opération « Fahalemana 2015 », ont été particulièrement violents, hier. 8 militaires ont en effet trouvé la mort au cours de ces échanges de tirs, ayant également fait une dizaine de blessés. Les hommes en uniforme s'étaient lancés à la poursuite de la quarantaine de bandits qui ont dérobé 80 têtes de zébus tôt dans la matinée et ont été désavantagés par le manque de munitions. (Les Nouvelles, p. 9 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; La Vérité p. 2 ; Madagascar Matin, p. 13 ; Takoritsika, p. 6)

- *L'Etat-Major Général de l'Armée a été saisi de cet incident et la mobilisation de l'ensemble de l'Armée et des forces de l'ordre a été à son plus haut niveau, hier. Le périmètre de la zone de l'attaque et ses environs ont été bouclés, hier. Un hélicoptère a été dépêché sur place pour appuyer les hommes au sol. (Madagascar-Laza, p. 3)*

Politique

MEMORANDUM DE STABILITE : LA LISTE DES SIGNATAIRES SANS LE TIM ET LE MAPAR

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Les acteurs de la Nouvelle Majorité Parlementaire ou Présidentielle, c'est selon, (NMP) ont remis hier la liste des 90 députés signataires du Mémorandum de stabilité au Président de la République. Les élus issus du groupement MAPAR d'Andry Rajoelina et du parti TIM de Marc Ravalomanana, qualifiés d'extrémistes, ne figurent pas sur la liste. Ils affirment ne pas avoir été approchés ni même eu droit de regard sur la proposition du Chef de l'Etat. Un parlementaire de ce « bord délaissé » a déclaré que « leur demande d'audience est la preuve de leur bonne foi, mais il appartient au Président de décider de sa concrétisation ». En réalité, la liste a été remise en catimini hier matin puisque les députés membres, lesquels constituent le noyau dur de la NMP, attendent encore une audience auprès du Président de la République. Le parlementaire Benja Urbain Andriatsizehena, ancien frondeur ayant rejoint les rangs de la majorité présidentielle, a expliqué que la prochaine session extraordinaire du Parlement sera l'occasion pour la majorité de faire part au Chef de l'Etat de leurs attentes vis-à-vis du mémorandum de stabilité et vice-versa. En tout cas, certains députés ayant apposé leur signature sur ledit document, ont affirmé, hier, ne pas avoir pu le lire entièrement. Brunel Razafitsandraofa, député du MAPAR, a cependant noté que si Hery Rajaonarimampianina avait réellement acquis la majorité à Tsimbazaza, il aurait déjà convoqué une session extraordinaire. (**L'Express de Madagascar, p. 3 ; La Gazette de la Grande Île, p. 5**)

- Les véhicules 4x4, les rumeurs de corruption, les consultations et les collectes de signatures... A chaque session, une allure de négociations et de marchandages, loin de l'axe de développement, fait de l'ombre au sein de l'Assemblée nationale. Les députés semblent préoccupés par les affaires en cours, laissant au second plan le malaise social. (**Les Nouvelles, p. 3**). A la **p. 8**, le quotidien rapporte que plus de 80 parlementaires ont signé le Mémorandum, selon une source auprès des collaborateurs de la Présidence de la République. Quand le seuil des 90 signatures, permettant de garantir la stabilité de la majorité au sein de l'Assemblée nationale, sera atteint, la liste sera arrêtée et les non-signataires basculeront d'office dans l'opposition. Or, les députés issus des partis TIM, MAPAR, VPM-MMM et Vert n'ont pas encore été approchés. A noter cependant que le VPM-MMM a éclaté en deux dans la mesure où certains de ses membres ont apposé leur signature, contrairement à d'autres.
- Le parlementaire proche du régime, Nicolas Randrianasolo confirme l'existence de ce Mémorandum de stabilité et précise qu'il ne devrait être consulté que par ceux qui approuvent le pouvoir en place. Les pourparlers se poursuivent, en tout cas, en l'attente d'une résolution durable. (**La Vérité, p. 2**)
- Le responsable du bureau politique du MAPAR, Augustin Andriamananoro a précisé qu'une seule majorité existe à l'Assemblée nationale, composée en l'occurrence de la plateforme ARMADA et du parti TIM qui ont soutenu la déchéance du Président de la République. (**L'Observateur, p. 3**)
- S'il est avéré que Hery Rajaonarimampianina a pu constituer une nouvelle majorité à Tsimbazaza, la convocation d'une session extraordinaire sera effective prochainement pour adopter les Lois de Finances rectificatives, de l'opinion de **La Gazette de la Grande Île, (p. 5)**
- Pour l'économiste Faly Ramakavelo, la raison de la non convocation d'une session parlementaire extraordinaire par l'Exécutif est due au fait que le gouvernement a peur de faire face à une nouvelle motion de censure, raison pour laquelle le régime est en cours de négociations pour disposer de la majorité parlementaire. (**Madagascar Matin, p. 3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



LE TIM POUSSÉ VERS L'OPPOSITION : SES DEUX MINISTRES ET LALAO RAVALOMANANA DANS L'EMBARRAS

*La rupture entre le Président Hery Rajaonarimampianina et Marc Ravalomanana va être consommée. Le Chef de l'Etat serait décidé à mettre fin à l'alliance qui a failli le faire éjecter de son siège par le biais de la motion de déchéance, votée notamment par les 21 députés appartenant au parti TIM. Les élus du parti de Marc Ravalomanana ont effectivement été écartés du processus d'élaboration du Pacte de responsabilité et ne feront donc plus partie de la majorité au Parlement. La logique politique veut que désormais, les ministres issus de cette formation politique : Roland Ravatomanga, et Henri Rabesahala plient bagage. Toutefois, le dernier mot sur un éventuel remaniement gouvernemental revient au Chef de l'Etat. Cette décision d'exclure le parti TIM du Pacte de responsabilité impacte également sur Lalao Ravalomanana, élue provisoirement maire d'Antananarivo, qui ne pourrait donc pas compter sur l'appui du pouvoir central dans la réalisation de ses projets de développement, déduit **Midi Madagasikara p. 13**)*

MARC RAVALOMANANA BLOQUÉ PENDANT UNE HEURE A L'AEROPORT D'IVATO

*Le départ de Marc Ravalomanana à destination de La Réunion, hier matin, ne s'est pas fait sans incident. L'ancien Président s'est présenté au comptoir de l'aéroport d'Ivato pour effectuer la procédure d'enregistrement et à cette occasion, on lui a notifié qu'il était encore sous le coup d'une interdiction de sortie du territoire. Il a fallu l'intervention du ministre Roland Ravatomanga auprès de son confrère de la Sécurité Intérieure, lui-même s'étant référé aux autorités supérieures, pour débloquer la situation. Avant de rejoindre l'aéroport, Marc Ravalomanana avait eu un entretien avec le Président de la République au palais d'Etat d'Iavoloha pour demander son autorisation en vue de ce séjour à la Réunion et en Afrique du Sud, qui devrait durer 4 jours. Il a pris cette initiative de demander l'autorisation du Chef de l'Etat de crainte de faire l'objet d'un NOTAM à son retour. (**Midi Madagasikara p. 11 ; Tia Tanindrazana, p. 3**)*

- *De source proche de l'ancien Président, cette rencontre était plutôt axée sur la réouverture du groupe Tiko. D'ailleurs, il s'agit entre autres du motif de son voyage en Afrique du Sud et à La Réunion. D'autres sources avancent, au contraire, que les deux personnalités ont parlé de la situation politique au pays, notamment de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de la formation de la majorité à l'Assemblée nationale. (**Madagascar-Laza, p. 3**)*
- *Interrogé à propos du statut de l'ancien Président Marc Ravalomanana, la ministre de la Justice, Noëline Ramanantenasoa a expliqué que cela n'a aucune importance particulière. La réconciliation prônée par le Président de la République et à laquelle il a activement participé doit primer actuellement. Hery Rajaonarimampianina déploie des efforts dans le rapprochement des protagonistes, selon ses conclusions. (**Madagascar-Laza, p. 3**)*

Communauté internationale

DEVELOPPEMENT DECENTRALISE : LA GIZ ALLOUE 4 MILLIONS D'EUROS

Une rencontre entre le conseiller technique du Projet allemand au développement ou GIZ, Florian Garcia et le ministre de l'Intérieur Olivier Solonandrasana s'est tenue, hier. Au menu des discussions : le GIZ a

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



investi 4 millions d'Euros dans des activités de formation et à l'octroi de matériels en vue de la mise en place de la décentralisation effective à Madagascar. Pendant trois années successives, des experts allemands travailleront de concert avec le ministère de l'Intérieur. (**Les Nouvelles**, p. 3)

Format de couverture

- La ministre de la Justice, Noëline Ramanantenasoa accorde une interview à **Madagascar-Laza (p. 3)**, lors de laquelle elle évoque des points importants de la vie nationale tels que le statut de l'ancien président Marc Ravalomanana et la publication des résultats des élections communales par les tribunaux administratifs.
- Le ministre des Transports et du Tourisme, Ulrich Andriatiana, accorde quant à lui, une interview à **Midi Madagasikara (p. 3)**. Il met un point d'honneur à relancer le secteur tourisme dans la Grande île en dépit des obstacles.
- Le communiqué du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, en date du 20 août 2015, paraît dans **L'Observateur (p. 2 et 5)**. Dans cet article intitulé « Secteur extractif : le nouveau Code minier ne doit pas sacrifier le peuple malgache pour plaire aux investisseurs », le CCOC donne un rapport détaillé sur le secteur minier à Madagascar. En résumé, le collectif réitère la revendication d'une suspension de la délivrance des permis miniers dans un délai indéterminé.
- **Madagascar Matin (p. 5)** consacre un dossier d'une page au risque de contamination due à la peste pulmonaire.

Style et déontologie

A la Une de **L'Express de Madagascar**, il a été dit que 95 signataires ont adhéré au Mémorandum de Stabilité, mais à l'intérieur de l'article y afférent (p. 2), le journaliste évoque le chiffre exact de 90. De même, **Midi Madagasikara (p. 11)** avance le chiffre 300 pour le nombre de requêtes reçues par le tribunal administratif pour la province d'Antananarivo tandis que **Les Nouvelles** parle de 200 requêtes (p. 2).

Un peu d'humour

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



La Gazette de la Grande Île, p. 1

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

eces
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne